

11^e programme de l'agence de l'eau Loire-Bretagne



11^e Programme d'intervention

(2019-2024)



Rencontres de l'eau

-

*ATELIER
Assainissement
et eau potable*

Déroulé de l'atelier

assainissement et eau potable

1. Les grandes orientations et les moyens financiers associés
2. État des lieux du bassin Loire-Bretagne (assainissement)
3. Les priorités du 11^e programme (assainissement)
4. Les opérations aidées (assainissement)
5. Aides Eau Potable
6. Questions / Réponses

11^e programme

Les orientations stratégiques

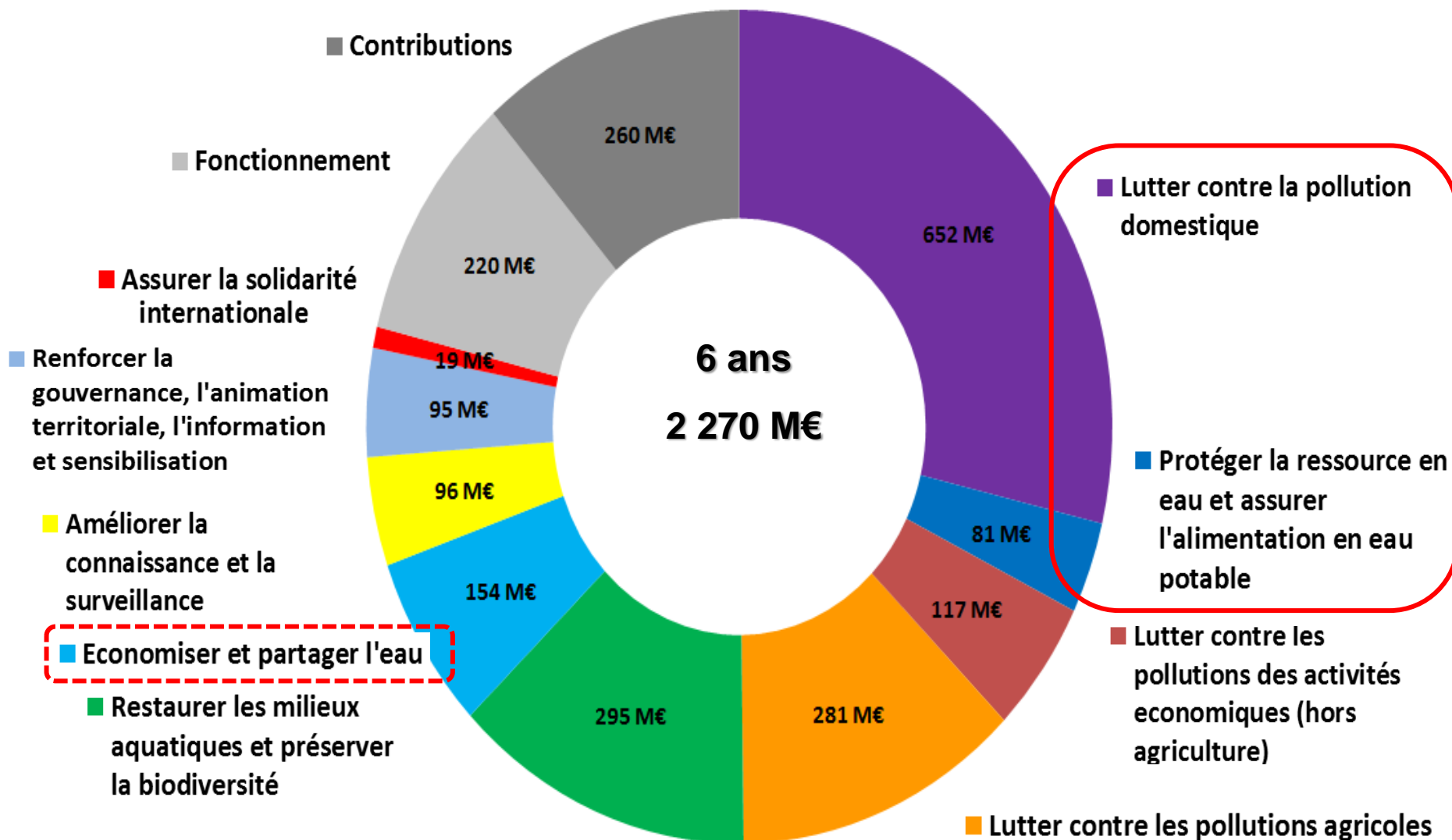
- L'**atteinte des objectifs environnementaux** = Atteinte du bon état des masses d'eau + protection milieux et usages sensibles
- La **solidarité** avec les territoires ruraux les plus défavorisés en s'appuyant sur le zonage des ZRR (*des bonifications, des aides à l'équipement réservées à ces territoires*)
- **Les autres orientations :**
 - Un programme **incitatif** : des taux élevés pour favoriser l'engagement des travaux prioritaires
 - Un programme **sélectif** : agir prioritairement là où les masses d'eau sont dégradées (*donc pas partout*) et financer les actions les plus efficaces (*donc pas toutes*)
 - Un programme qui réaffirme **les partenariats avec les grandes collectivités**



11^e programme

Les dotations

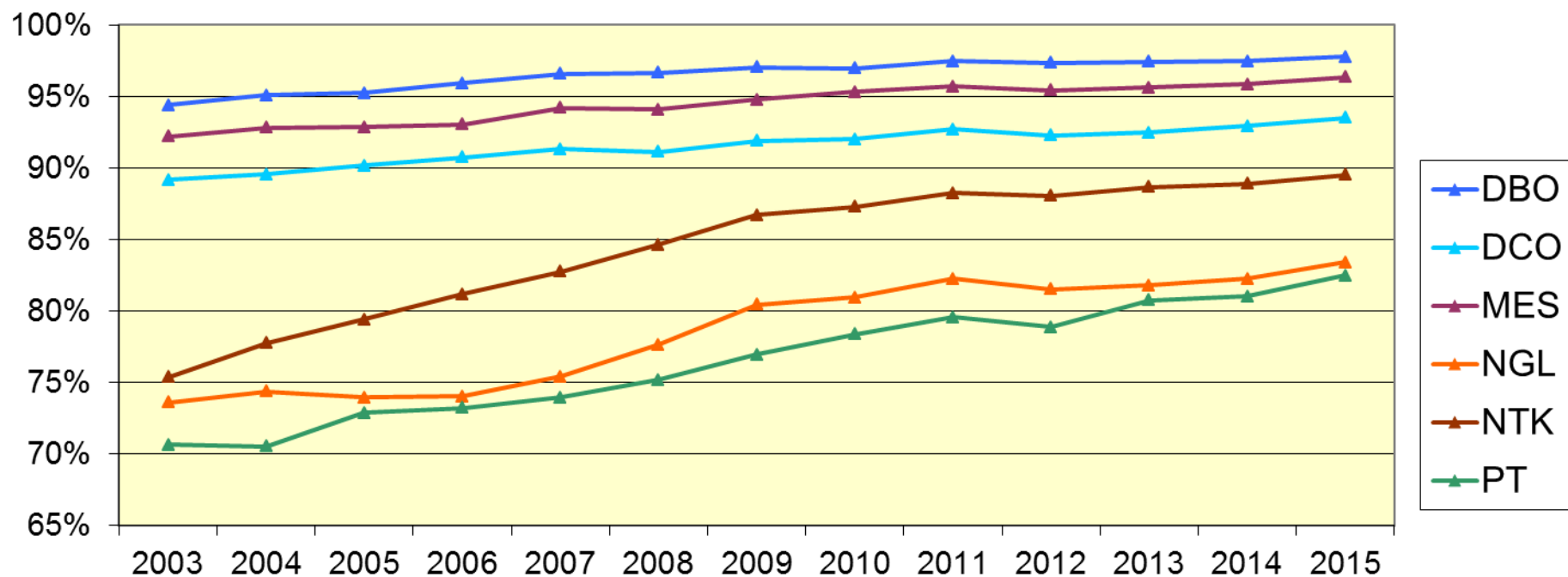
- En moyenne, **335 M€/an** pour les interventions



2. État des lieux du bassin (Assainissement)

Amélioration des rendements épuration des stations depuis 2003

Evolution des performances épuratoires sur le bassin Loire-Bretagne



Taux de rejet global des réseaux d'assainissement

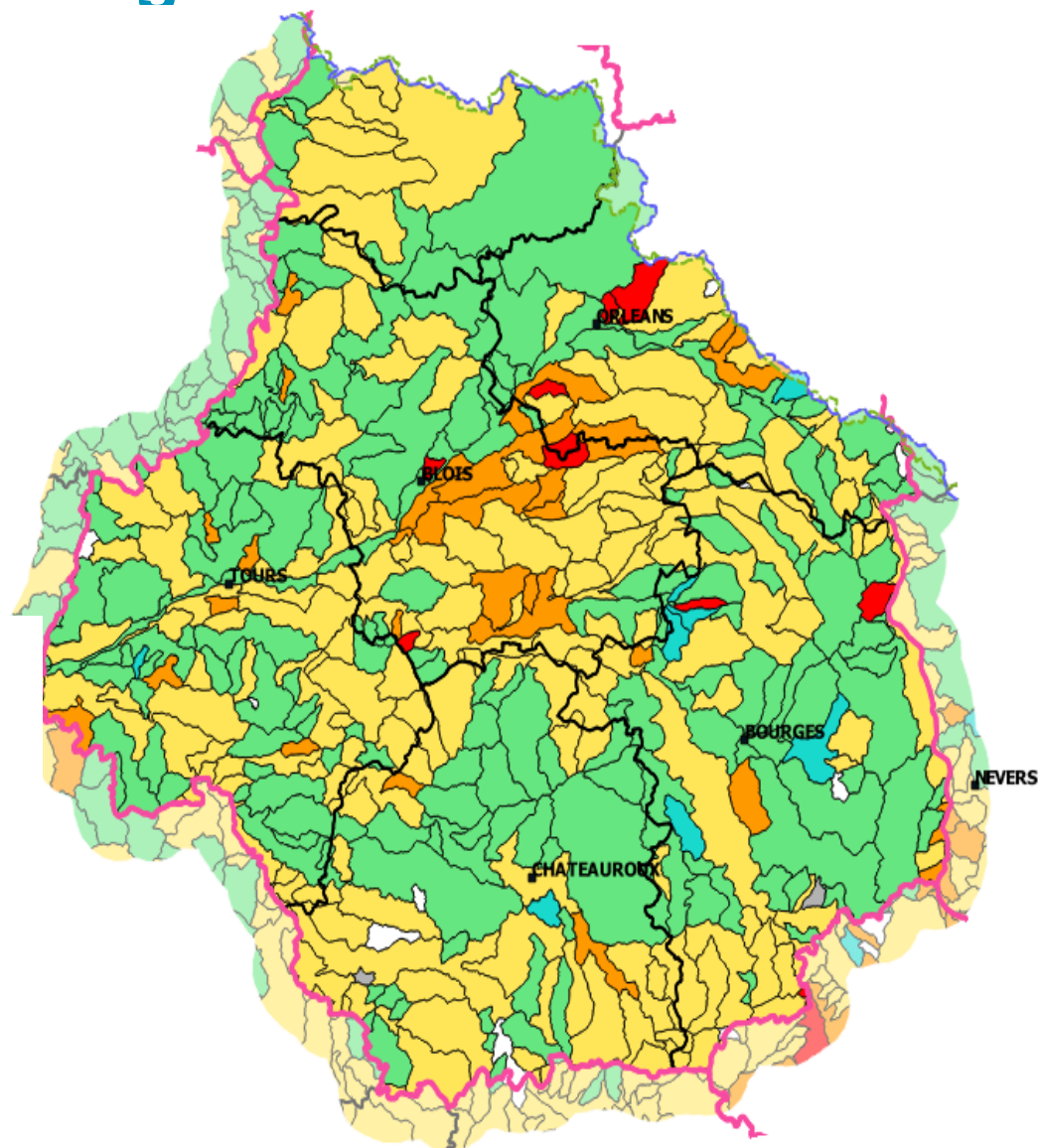
Réseaux unitaires et mixtes	Réseaux séparatifs	Tous réseaux
12%	4%	9%

➡ **20 % des réseaux déversent plus de 10% de leurs effluents**

➡ **10 % des réseaux déversent plus de 20% de leurs effluents**

*Source : données d'autosurveillance 2016 portant sur
627 systèmes d'assainissement*

Etat « macropolluants » des masses d'eau en région Centre Val de Loire



▪ prefectures

▬ Limite départementale

▬ Limite régionale

Etat spécifique macropolluants cours d'eau

1 - Très bon

2 - Bon

3 - Moyen

4 - Médiocre

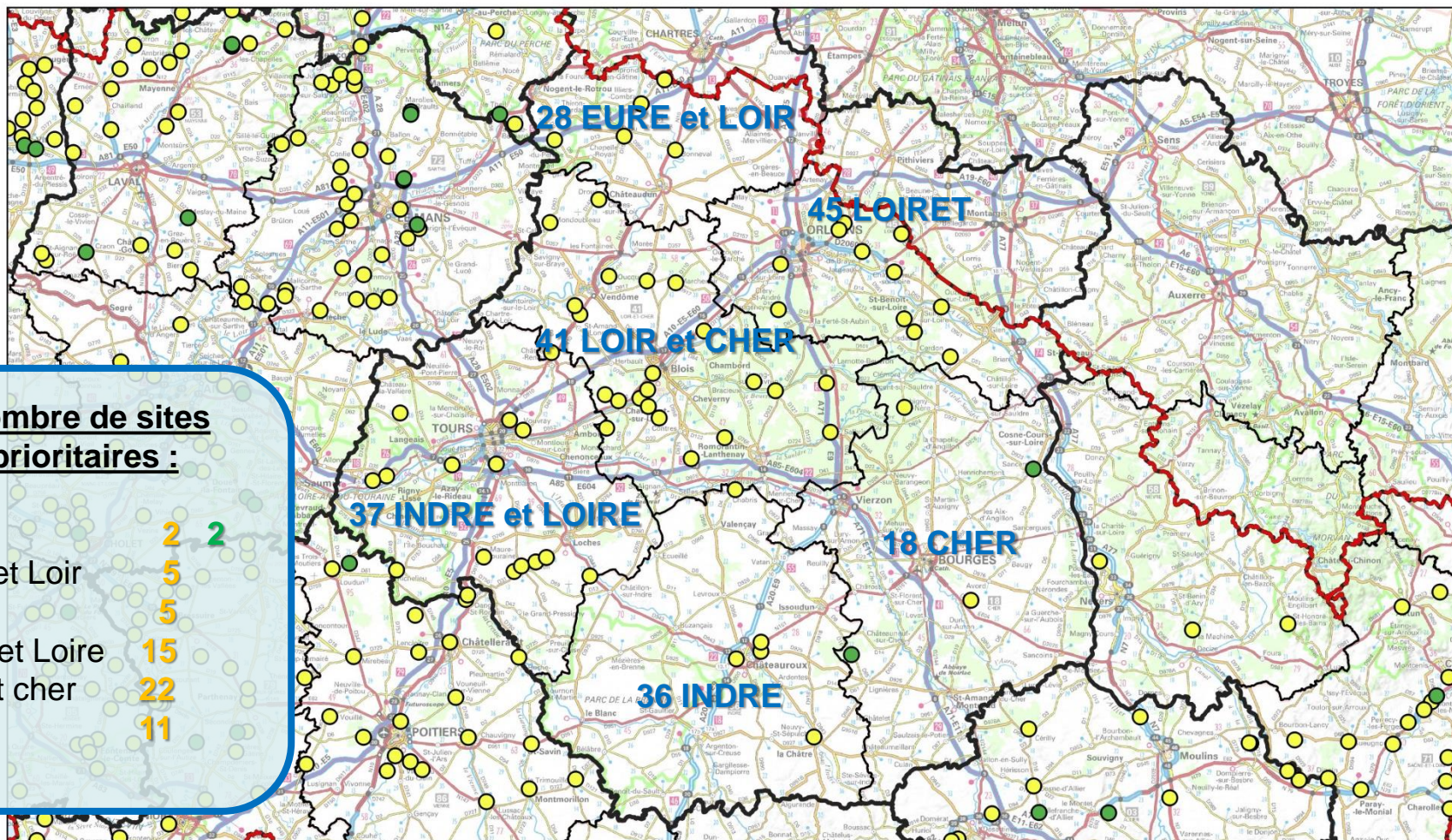
5 - Mauvais

U - Inconnu

NP - Non pertinent pour ce type de ME

11^e programme

Les priorités assainissement collectivité/industrie



Nombre de sites prioritaires :

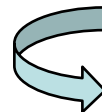
Cher	2	2
Eure et Loir	5	
Indre	5	
Indre et Loire	15	
Loir et cher	22	
Loiret	11	

- Systèmes d'assainissement prioritaires (SAP)
- Etablissements industriels prioritaires (EPI)

- Département
- Région
- Bassin Loire-Bretagne



0 50 100 km



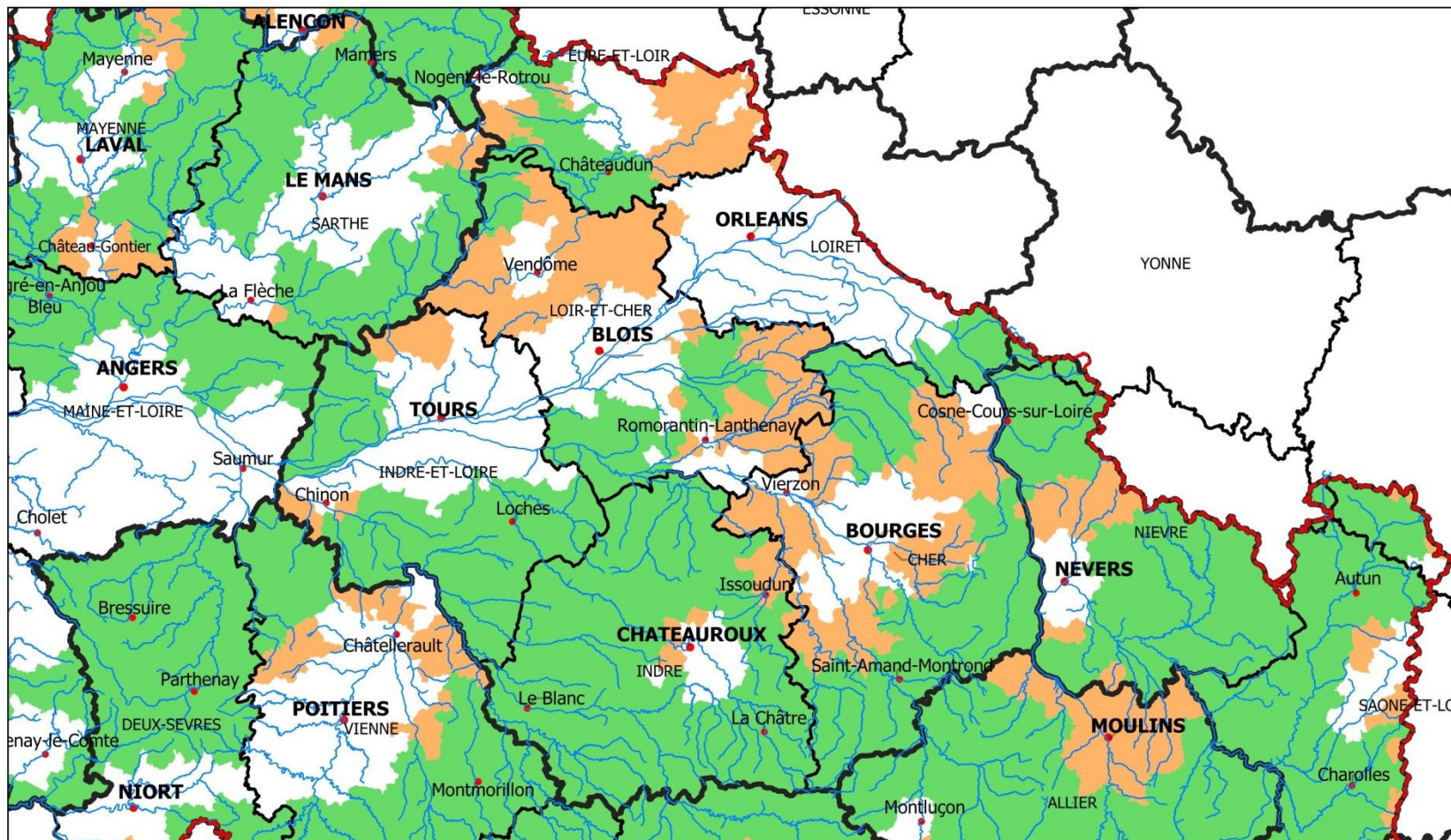
3. Les priorités assainissement du 11^e programme

Les priorités affichées

- **Réduire**, notamment par temps de pluie, **les rejets polluants** des systèmes d'assainissement identifiés prioritaires pour satisfaire aux objectifs environnementaux du **Sdage** : atteinte du bon état des eaux et restauration des **milieux** et **usages sensibles** (baignade, conchyliculture et pêche à pied).
- **Réduire** l'impact des **eaux pluviales** en encourageant la mise en place d'une gestion intégrée à l'urbanisme, alternative au tout tuyau.
- **Renforcer** la vigilance sur la qualité de pose des réseaux (**charte de qualité** à partir de 2022) et **favoriser** la gestion patrimoniale et la mise en place du diagnostic permanent
- **Finaliser** la mise en place de **l'autosurveillance** des points de rejets des réseaux de collecte, à l'échéance des 3 premières années du programme.
- **Mieux connaître** les rejets en **micropolluants** des systèmes d'assainissement pour engager des plans pertinents de réduction de leurs émissions à la source.
- **Accompagner la structuration** des services publics d'assainissement
- **Mieux accompagner** les collectivités **rurales (ZRR) en difficulté**

11^e programme

Zoom sur le classement ZRR régional

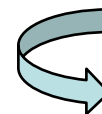


■ EPCI en zone de revitalisation
■ communes continuant à bénéficier du classement jusqu'au 30 juin 2020

Département
 Région
 Bassin Loire-Bretagne



0 50 100 km



4. Les opérations aidées (Assainissement)

Opérations aidées	Taux d'aide plafond	
<p>Amélioration du fonctionnement des systèmes d'assainissement collectifs (réseau + station) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Études d'aide à la décision - Études et travaux de gestion intégrée des eaux pluviales (si réseau unitaire) 	<p>50%</p> <p>50%</p>	
<ul style="list-style-type: none"> - Travaux > réduction des flux polluants attendue/ réduction des rejets directs ou surcharge hydraulique de la station <p style="text-align: center;">Systèmes d'assainissement prioritaires (SAP)</p> <p style="text-align: center;">Autres systèmes d'assainissement</p> <p style="text-align: center;"><i>Travaux sur stations non conformes ERU</i></p>	<p>Non ZRR</p> <p>50 %</p> <p>30 %</p>	<p>ZRR</p> <p>60%</p> <p>40%</p> <p><i>Dégressivité -10 points/ an</i></p>
<p>Conditions d'éligibilité des travaux</p> <ul style="list-style-type: none"> - SD -10ans obligatoire – Opération prioritaire du schéma - Prix minimum du service - Renseignement de SISPEA - <i>Pas de travaux sur ouvrage de -10 ans</i> 		

Opérations aidées

Taux d'aide plafond

Autosurveillance des systèmes d'assainissement collectifs

- Études et Travaux
- Cellule de suivi

Arrêt programmé fin 2021

70%
50%

Maîtrise et réduction des émissions de micropolluants

- Campagnes de recherche dans les effluents
- Études de diagnostic
- Actions de réduction à la source
- Communication/animation

50%

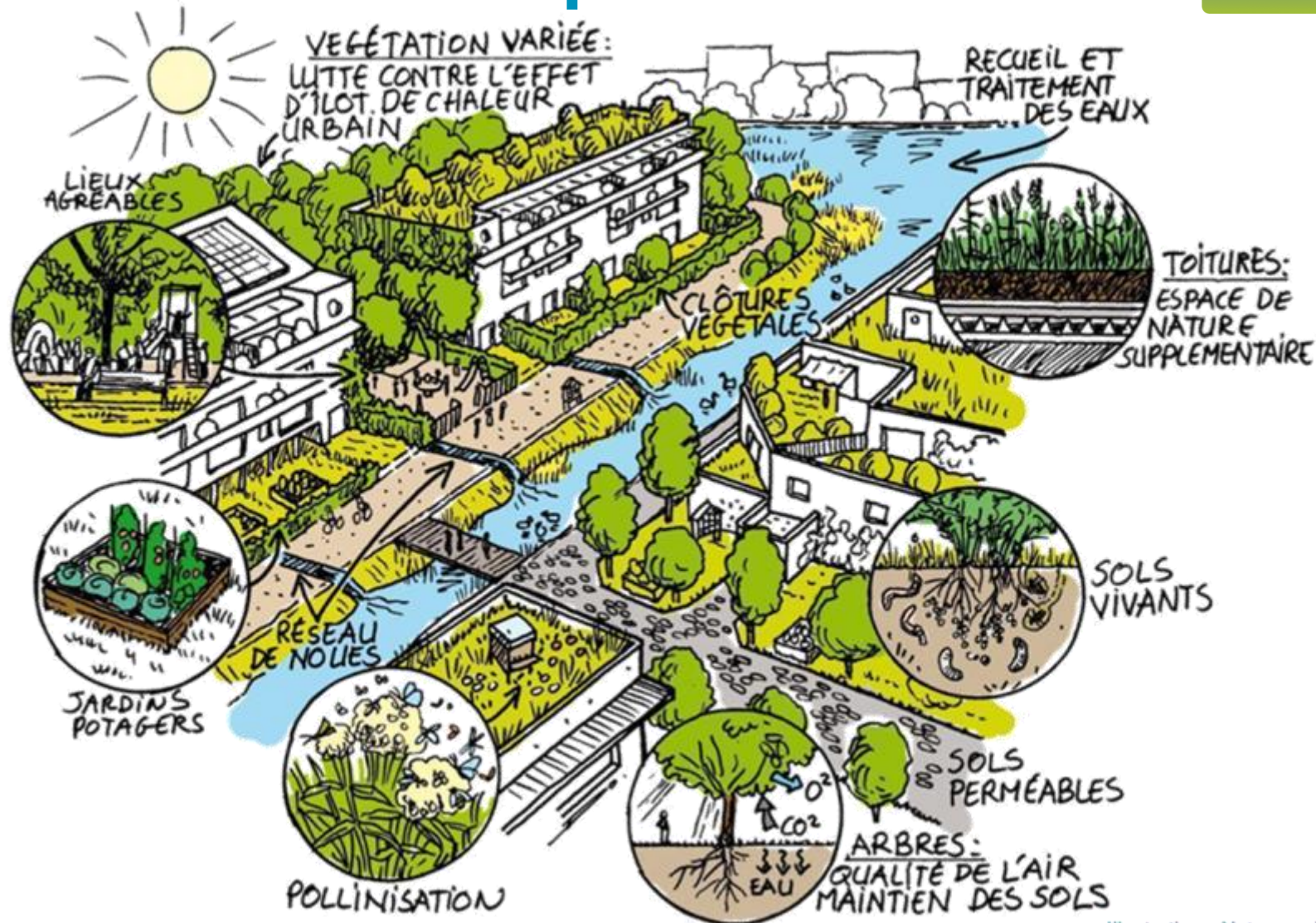
Les aides

Opérations aidées	Taux d'aide plafond
<p>Réduction de l'impact des eaux pluviales strictes - restauration des <u>usages sensibles</u> (zones de baignade)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Étude et travaux de gestion intégrée - Études et travaux de traitement des EP 	<p>50%</p> <p>30%</p>
<p>Réhabilitation de l'assainissement non collectif - restauration des <u>usages sensibles</u> ou en <u>ZRR</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Animation - Travaux <p>Arrêt programmé fin 2021</p>	<p>50%</p> <p>30%</p>
<p>Extension des réseaux d'assainissement - restauration des <u>usages sensibles</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Études de zonage collectif/non collectif - Travaux 	<p>50%</p> <p>30%</p>
<p>Étude de structuration de la maîtrise d'ouvrage et d'organisation de l'exercice des compétences</p> <p>Arrêt programmé fin 2021</p>	<p>50%</p>

Gérer l'eau pluviale en amont sans tuyau et en intégration avec l'aménagement



Intérêts multiples : L'eau un atout pour la ville



Ce qu'il faut retenir...

- Des enjeux toujours prégnants (macropolluants/bactério) voire de plus en plus prégnants (micropolluants)
- Des restrictions budgétaires mais des capacités à agir encore importantes au regard de ces enjeux
- Une attention plus grande apportée à la gouvernance et à la durabilité des services
- Une sélectivité renforcée avec des renoncements immédiats ou progressifs (Création SA/ANC, extension de réseaux) et une liste de systèmes d'assainissement prioritaires plus resserrée
- Une solidarité affirmée avec les zones rurales défavorisées

5. Les priorités et les aides du 11^e programme sur la ressource en eau

Les priorités en matière d'Eau Potable

Préserver la ressource en eau

- Améliorer la connaissance et la gestion patrimoniale des réseaux
- Encourager les économies d'eau
- Préserver les ressources fragiles

Répondre aux exigences réglementaires

- Finalisation des périmètres de protection de captage
- Finaliser l'équipements de neutralisation et de désinfection
- Répondre au problème sanitaire des CVM

Accompagner l'équipement des collectivités situées en zone de revitalisation rurale (ZRR)

- Améliorer les procédés de traitement
- Sécuriser l'approvisionnement en eau

Préserver la ressource en eau

Un objectif partagé : mieux gérer la ressource dans un contexte de changement climatique

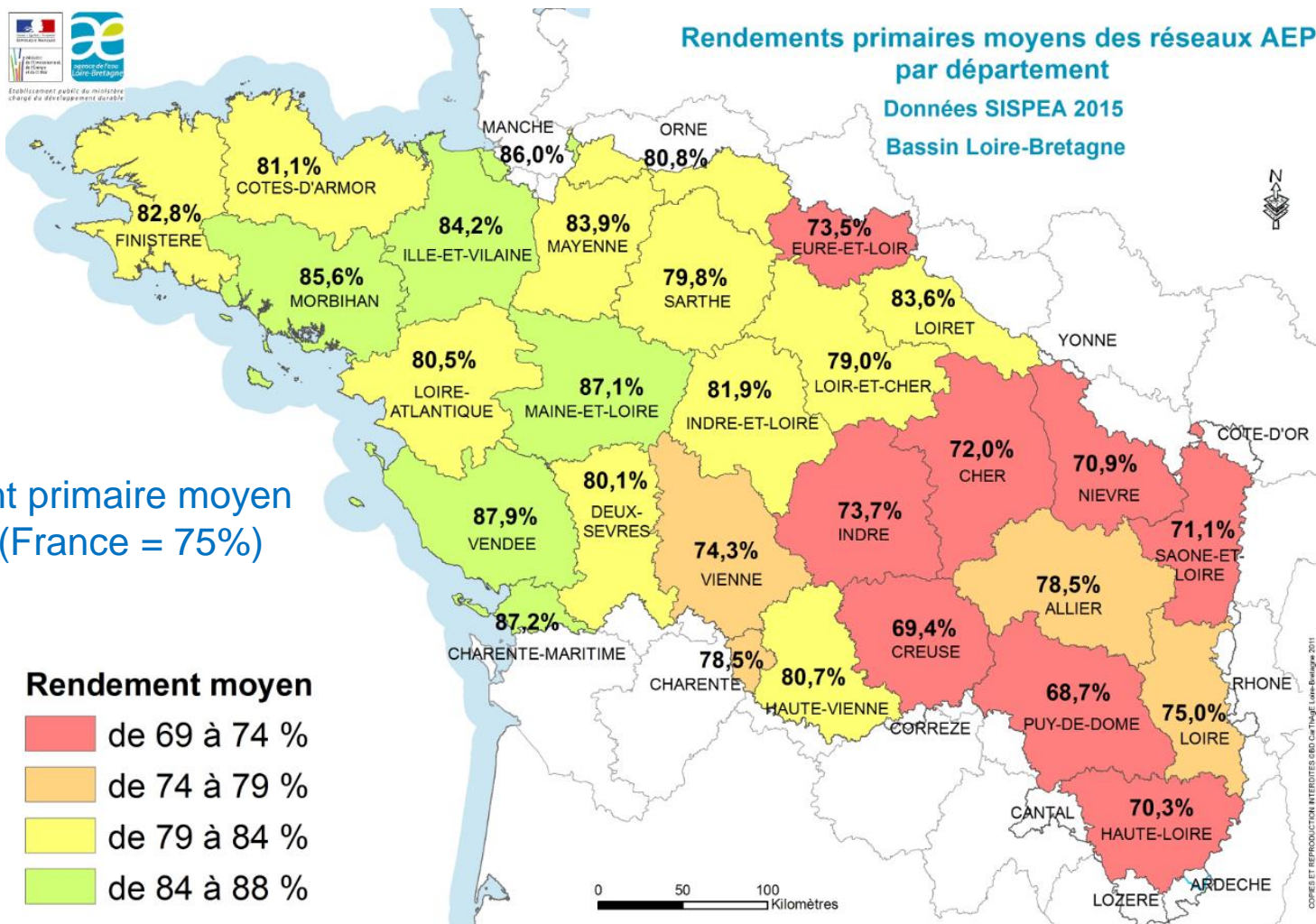
- Gestion quantitative de la ressource = enjeu prioritaire du Sdage

Un levier d'action important : améliorer la gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable

- Assises de l'eau incitent les collectivités « à mieux connaître l'état de leur réseau pour réaliser les investissements et le suivi nécessaire pour éviter les fuites »
- Sur le bassin Loire Bretagne : des pratiques de gestion très différentes selon les secteurs géographiques, d'autant plus marquées que l'enjeu est fort

Préserver la ressource en eau

Situation AEP sur le bassin Loire Bretagne



Préserver la ressource en eau

Patrimoine du bassin :

340 000 km de réseaux AEP (34% du linéaire national) + 5,1 millions de branchements
= 47 milliards d'euros

>> soit pour un taux de renouvellement annuel de 1,2% :

600 M€ de travaux potentiels par an

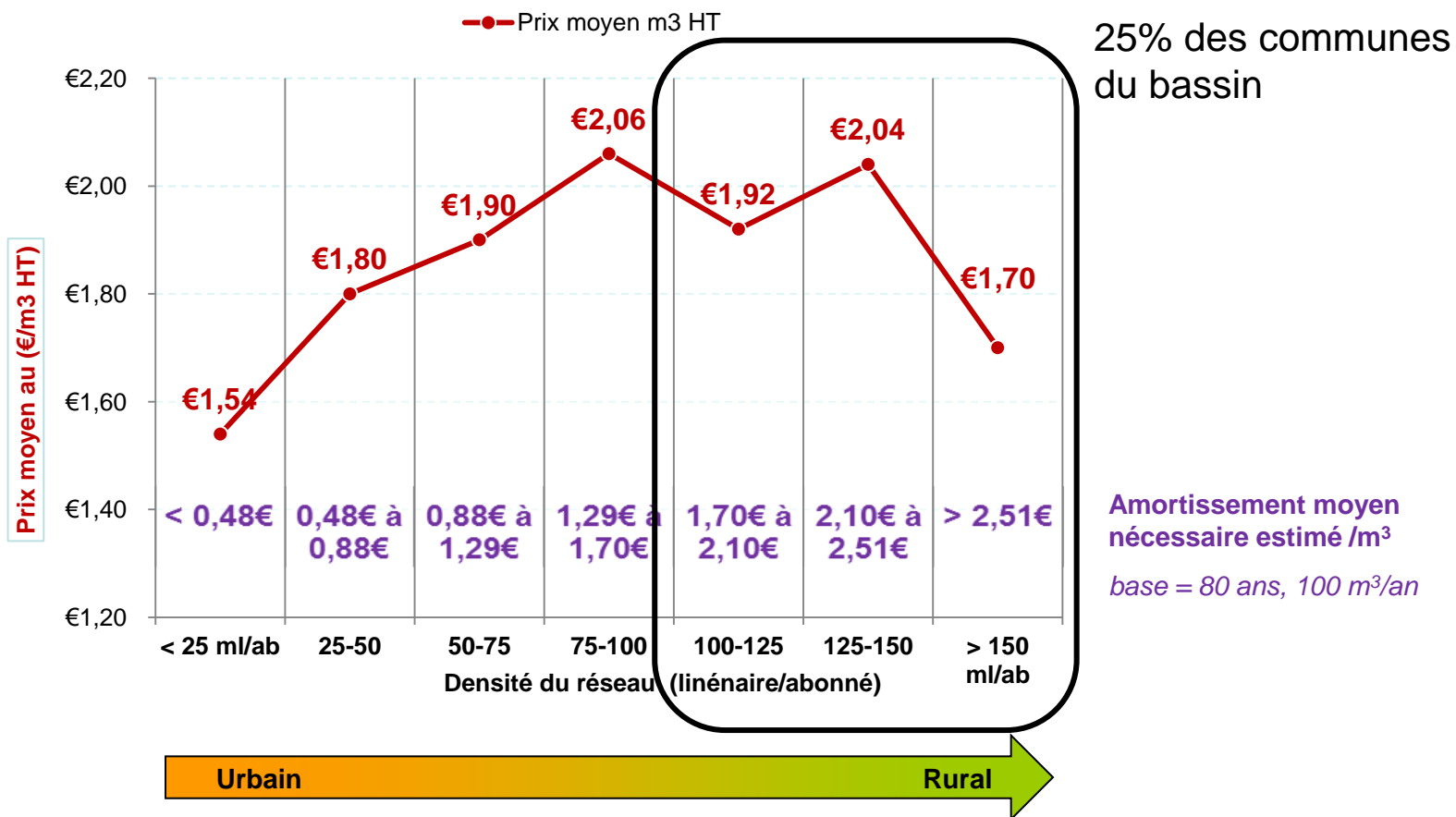
>> Coût **moyen** nécessaire à l'amortissement de réseau AEP sur 80 ans :

0,82 €/m³ par abonné LB

- *Enjeu financier lourd, pris en compte diversement sur le bassin*
- *Des pratiques d'amortissement souvent insuffisantes*

Préserver la ressource en eau

Poids du renouvellement rural / urbain sur le bassin



Préserver la ressource en eau

Trois leviers d'actions pour préserver la ressource en eau

- Lutte contre les pertes de réseaux AEP via la gestion patrimoniale des réseaux
- Economies d'eau consommées
- Substitution des ressources les plus fragiles par des ressources mieux renouvelées (préservation de l'aquifère du Cénomanién)

Lutte contre les fuites des réseaux AEP = gain potentiel le plus important

→ *Enjeu environnemental accentué par le changement climatique, mais aussi un fort enjeu financier >> **politique prioritaire de l'agence***

Lutte contre les pertes / amélioration de la gestion patrimoniale

Opérations aidées

Taux d'aide plafond

Améliorer la connaissance et la gestion patrimoniale des réseaux AEP

- Etudes patrimoniale (avec schéma directeur)
 - Plan de réseaux
 - Mise en place de SIG
 - Bancarisation des données (casses ...)
- Etudes d'aide à la décision (schéma directeur, étude de sécurisation de la distribution, partie finançable des PGSSE)



70%

50%

- Travaux d'équipement fixes
 - Compteurs de sectorisation
 - Prélocalisateurs acoustiques
- Equipement de régulation de pression



70%

50%

Préserver la ressource en eau

Economies d'eau Consommée

Opérations aidées	Taux d'aide plafond
<p>Encourager les économies d'eau consommée pour les collectivités et les activités économiques</p> <ul style="list-style-type: none">- Etudes préalables ou diagnostics sur les économies d'eau potentielles- Travaux et équipements d'économie d'eau (hors bâtiments neufs ou activités nouvelles)	<p>50%</p> <p>50% + <i>majoration</i> 10% ZRR</p>

Préserver la ressource en eau

Préserver les ressources fragiles

Opérations aidées	Taux d'aide plafond
<p data-bbox="48 649 1410 699">Substituer les prélèvements impactants par d'autres ressources</p> <ul data-bbox="48 728 1439 1099" style="list-style-type: none">- Etudes et travaux de substitution de prélèvements en Zone de Répartition des Eaux (captage, interconnexion...)- Etudes et travaux de réutilisation des eaux pluviales ou d'eaux usées traitées en substitution à des prélèvements ZRE- Etudes et travaux de réhabilitation ou de comblement de forages mettant en communication des nappes	<p data-bbox="1477 878 1864 985">50% + <i>majoration</i> 10% ZRR</p>

Les priorités en matière d'Eau Potable

Préserver la ressource en eau

- Améliorer la connaissance et la gestion patrimoniale des réseaux
- Encourager les économies d'eau
- Préserver les ressources fragiles

Répondre aux exigences réglementaires

- Finalisation des périmètres de protection de captage
- Finaliser l'équipements de neutralisation et de désinfection
- Répondre au problème sanitaire des CVM

Accompagner l'équipement des collectivités situées en zone de revitalisation rurale (ZRR)

- Améliorer les procédés de traitement
- Sécuriser l'approvisionnement en eau

Répondre aux exigences réglementaires

Périmètres de protection des captages

Finalisation à échéance 2021

- Obligation réglementaire de 1964 et 1992
- 85 % de captages disposent d'une DUP (93 % en volume)
- Des travaux restent à réaliser pour la mise en œuvre des DUP

Dpt	Nb de captage	Nb de DUP	Nb de captage sans DUP	% de captage avec DUP
18	91	58	33	64%
28	124	64	60	52%
36	148	117	31	79%
37	212	203	9	96%
41	183	167	16	91%
45	123	110	13	89%

Pour plus de détails sur les **données PPC 2017 par département** consulter l'état d'avancement sur : <https://aides-redevances.eau-loire-bretagne.fr/home/proteger-les-captages.html>

Répondre aux exigences réglementaires

Périmètres de protection des captages

Arrêt programmé fin 2021

Opérations aidées	Taux d'aide plafond
<p>Mise en place des PPC</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etudes préalables de mise en œuvre ou de révision de la DUP (hors procédure administrative > financement arrêté) - Travaux engagés dans un délai de 5 ans après la signature de la DUP - Acquisitions foncières engagées <ul style="list-style-type: none"> - Dans un délai de 5 ans après la signature de la DUP - Dans un délai entre 5 et 10 ans - Boisement - Indemnisation de servitudes engagées dans un délai de 5 ans après la signature de la DUP 	<p>50%</p> <p><i>50% ou taux des travaux concernés</i></p> <p>50%</p> <p>30%</p> <p>50%</p> <p>30%</p>

Répondre aux exigences réglementaires

Aides attribuées dans le cadre de la solidarité urbain/rural Collectivités ZRR uniquement

Opérations aidées	Taux d'aide plafond
<p>Finaliser l'équipement en désinfection, neutralisation</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etudes et travaux de création d'unité de désinfection - Etudes et travaux de création de traitement de l'agressivité <p>Attention : conditions d'éligibilité spécifiques</p>	<p>50%</p> <p>30%</p>
<p>Remplacement des canalisations impactées par le Chlorure de vinyle Monomère (CVM)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etudes d'identification et travaux de remplacement des tronçons impactés <p>Coût plafond de prise en compte de 100 €/ml Enveloppe annuelle fermée de 1,5 M€ >> modalités de gestion spécifique</p>	<p>50%</p>

Les priorités en matière d'Eau Potable

Préserver la ressource en eau

- Améliorer la connaissance et la gestion patrimoniale des réseaux
- Encourager les économies d'eau
- Préserver les ressources fragiles

Répondre aux exigences réglementaires

- Finalisation des périmètres de protection de captage
- Finaliser l'équipements de neutralisation et de désinfection
- Répondre au problème sanitaire des CVM

Accompagner l'équipement des collectivités situées en zone de revitalisation rurale (ZRR)

- Améliorer les procédés de traitement
- Sécuriser l'approvisionnement en eau

Accompagner l'équipement des collectivités rurales

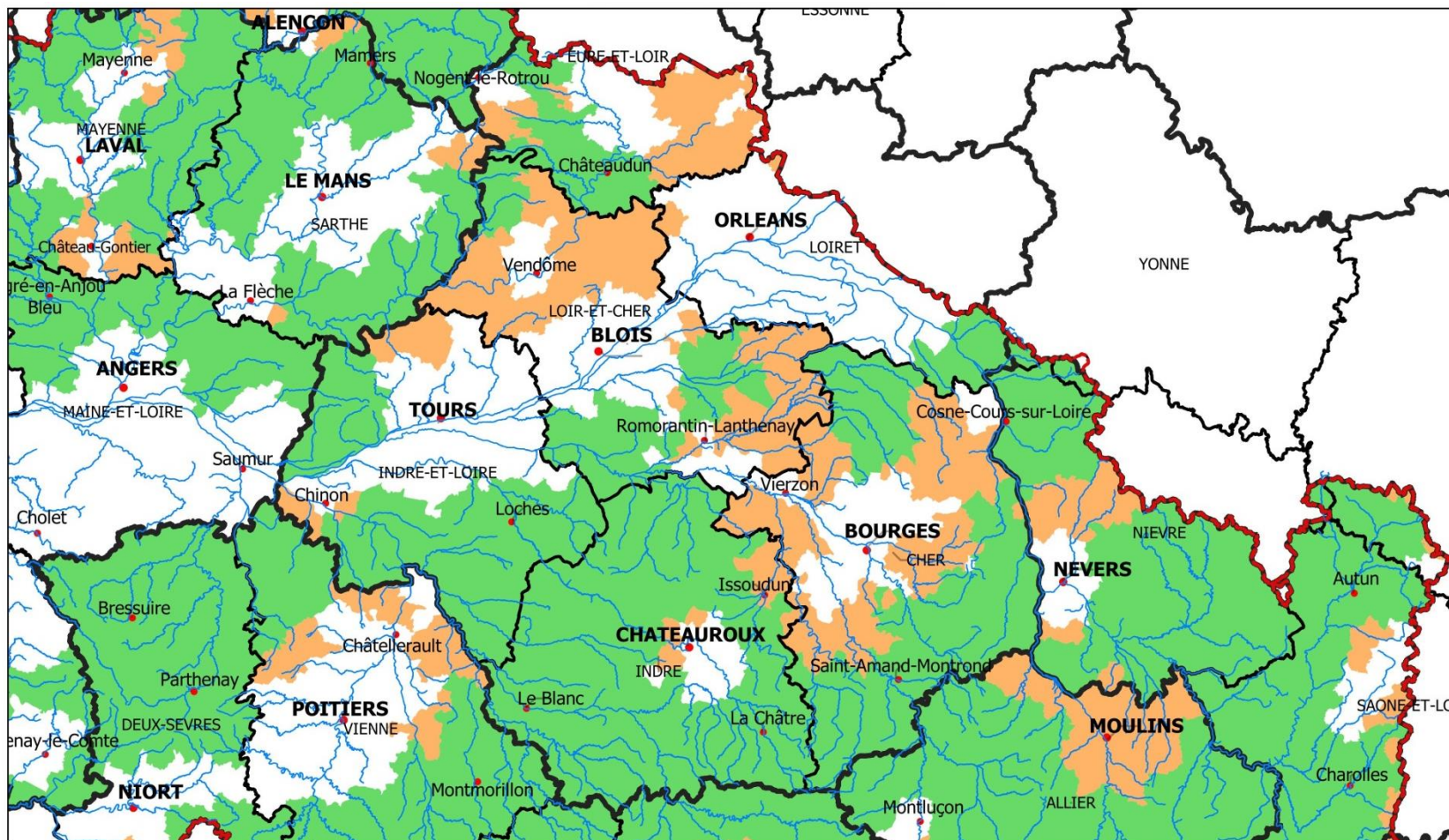
Une modernisation et une sécurisation bien avancées sur le bassin

- 85% des usines AEP assurent un bon traitement de l'eau
- L'ouest du bassin dispose aujourd'hui du plus important réseau de sécurisation national

mais il reste encore des travaux à faire en ZRR

- 15% des usines AEP (10% en capacité) traitant des eaux superficielles restent à améliorer
- Des besoins de sécurisation importants sur l'est du bassin accentués par le changement climatique en tête de bassin

Accompagner l'équipement des collectivités rurales



■ EPCI en zone de revitalisation
■ communes continuant à bénéficier du classement jusqu'au 30 juin 2020

Département
 Région
 Bassin Loire-Bretagne



0 50 100 km

Accompagner l'équipement des collectivités rurales

Aides attribuées dans le cadre de la solidarité urbain/rural
Collectivités ZZR uniquement

Opérations aidées	Taux d'aide plafond
<p>Amélioration de la qualité de l'eau distribuée</p> <ul style="list-style-type: none">- Etude et travaux d'amélioration des procédés de traitement : matière organique, turbidité, métaux... (sauf Fe et Mn, traitement tertiaire) <p>Le traitement des pollutions d'origine anthropique est financé uniquement pour les captages prioritaires avec mise en œuvre d'un contrat territorial.</p>	30%
<p>Sécurisation de l'approvisionnement en eau potable</p> <ul style="list-style-type: none">- Etude et travaux de sécurisation (interconnexions et ouvrages connexes, forages de sécurisation...) <p>Attention : conditions d'éligibilité spécifiques</p>	30%

Accompagner l'équipement des collectivités rurales

Conditions d'éligibilité

- Rendement primaire minimum de 75% ou indice linéaire de perte < 2,5 m³/km/j (< 1,5 après le 1^{er} janvier 2022) **avec Rd primaire minimum de 65%**
- Connaissance patrimoniale de tout le réseau, adaptée à la taille de la collectivité (indice de connaissance et de gestion patrimoniale (P103.2B) ≥ 40)
- Renseignement annuel de l'observatoire national des services publics d'eau et d'assainissement (SISPEA) (collectivités ≥ 3 500 hab. puis toutes au 01/01/22)
- Prix minimum du service public de l'eau potable (HT, base 120 m³) : 1,00 € en 2019 puis 1,10 € au 1^{er} janvier 2022 et 1,20 € au 1^{er} janvier 2024
- Existence préalable de la DUP et mise en œuvre effective des prescriptions
- Existence d'un comptage sur tous les dispositifs de prélèvement

Les priorités en matière d'Eau Potable

Autres actions subventionnées

Opérations aidées	Taux d'aide plafond
<p>Etude de structuration de la maîtrise d'ouvrage et d'organisation de l'exercice des compétences</p> <p>Arrêt programmé fin 2021</p>	50%
<p>Protection des ouvrages de production</p> <ul style="list-style-type: none">- Etude et suivi de la qualité de la ressource- Installation de stations d'alerte, études et travaux de protection des usines ou des forages d'eau potable	50%

Ce qu'il faut retenir...

- Des enjeux toujours prégnants (réduction des pertes en eau, préservation de la ressource, désinfection, neutralisation, CVM...)
- Une solidarité affirmée avec les zones rurales défavorisées
- Une sélectivité renforcée (gestion différée en fin d'année) et des renoncements
- Des aides à la mise en conformité réglementaire à échéance annoncée 2021
- Une attention plus grande apportée à la gouvernance et à la durabilité des services

6. Questions / Réponses